**PROXIMITÉ ET INCLUSION SOCIALE**

Le thème Proximité et inclusion sociale réfère à l’approche territoriale, aux services gouvernementaux, à la participation et à l’inclusion sociale, à la justice, aux changements climatiques et à la transition énergétique. Vous pouvez choisir de répondre à l’une ou à plusieurs des questions qui vous sont posées. Vous pouvez répondre directement dans le questionnaire et utiliser le nombre de pages dont vous avez besoin.

Une fois le questionnaire rempli, merci de nous le transmettre en format Word à l’adresse suivante : plp4@mtess.gouv.qc.ca.

Nous vous invitons aussi à considérer certains éléments lors de votre réflexion :

* Les buts et les orientations de la [Loi visant à lutter contre la pauvreté et l’exclusion sociale](https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/l-7#:~:text=La%20pr%C3%A9sente%20loi%20vise%20%C3%A0,vers%20un%20Qu%C3%A9bec%20sans%20pauvret%C3%A9.).
* Les réalités vécues par les femmes et les hommes ou par les groupes surreprésentés dans la population en situation de pauvreté et d’exclusion sociale, soit l’[ADS+](https://www.quebec.ca/gouvernement/portrait-quebec/droits-liberte/egalite-femmes-hommes/analyse-differenciee-selon-sexes).
* Le caractère égalitaire, durable et favorable à la santé des propositions.
* Les différents niveaux d’intervention : local, régional et national.
* Le développement des connaissances (recherche, statistiques et évaluation).
* L’approche intersectorielle dans la définition des problèmes et la recherche de solutions.

Nous vous remercions de votre collaboration.

Votre opinion est importante.

Identifiez l’organisme ou la municipalité que vous représentez\*.

\* L’identification des citoyennes et des citoyens qui souhaitent remplir les questionnaires n’est pas requise.

**Approche territoriale**

« Les régions ont des atouts, des ressources, une énergie, un "génie" propre à mobiliser pour faire du Québec une mosaïque territoriale dont chaque composante contribuera au dynamisme et à la prospérité de la province dans sa globalité »[[1]](#endnote-2).

Afin d’atteindre le plein épanouissement de la société québécoise, le gouvernement du Québec se dote de programmes et de mesures modulés selon différents paliers d’intervention territoriale, soit locaux, régionaux ou nationaux. Ces programmes visent à répondre aux différents problèmes de société.

Cette volonté de moduler les interventions en fonction de la réalité et des défis des régions s’est incarnée spécifiquement dans la mesure des Alliances pour la solidarité, mise en œuvre dans le cadre des deux derniers plans d’action gouvernementaux en matière de lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale. De façon à en maximiser les résultats ou à compléter leurs interventions au bénéfice des personnes en situation de pauvreté sur l’ensemble du territoire québécois, de nouvelles mesures pourraient être requises.

**Quelques statistiques**

* En 2019, la distribution des taux de faible revenu[[2]](#endnote-3) après impôt de l’ensemble des familles selon les régions administratives a révélé certaines disparités.
* Les régions avec les plus fortes concentrations de familles en situation de faible revenu par rapport à leur population sont le Nord-du-Québec (18,4 % des familles de la région) et Montréal (15,5 % des familles de la région). La région avec le moins de familles à faible revenu par rapport à sa population est Chaudière-Appalaches (5,3 % des familles de la région)[[3]](#endnote-4).

**QUESTIONS RELATIVES À L’APPROCHE TERRITORIALE**

Question 1

Selon vous, quelles sont les difficultés que vivent les personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale dans votre entourage ou municipalité, ou au niveau régional?

Question 2

Quelles sont les pistes d’action ou les solutions en matière d’interventions territoriales qui pourraient améliorer les conditions de vie de personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale sur l’ensemble du territoire?

Question3

Quelles autres remarques pourriez-vous faire en lien avec les enjeux de décentralisation ou de concertation quand il est question de soutenir les personnes vivant en situation de pauvreté et d’exclusion sociale?

Question 4

Avez-vous constaté ou pensez-vous que certains groupes de la population vivant en situation de pauvreté et d’exclusion sociale sont plus touchés que d’autres groupes vivant la même situation et font face à des obstacles plus importants en matière d’intervention territoriale?

**Services gouvernementaux**

Les personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale peuvent éprouver des difficultés pour accéder aux programmes et aux services gouvernementaux. Plusieurs d’entre elles se découragent devant la complexité des démarches administratives pour demander de l’aide ou pour accéder aux programmes financiers et aux crédits fiscaux auxquels elles ont droit.

Le non-recours signifie qu’on ne demande pas l’aide dont on a besoin et à laquelle on a droit. Le manque d’informations sur les programmes et les services offerts, la difficulté à les comprendre, les délais de traitement et les modes de communication font partie des principales difficultés rencontrées (ex. : accès aux technologies numériques) [[4]](#endnote-5).

Bien souvent, les personnes en situation de pauvreté expriment le besoin d’être accompagnées pour accéder aux programmes et aux services gouvernementaux [[5]](#endnote-6).

**Quelques statistiques**

* Les obstacles auxquels les personnes à faible revenu sont confrontées sont notamment un niveau d’alphabétisation insuffisant, l’éloignement des bureaux gouvernementaux, un trop grand nombre de formulaires à remplir, la réticence à divulguer des renseignements personnels et l’absence de compte bancaire[[6]](#endnote-7).
* La pandémie a mis en lumière les inégalités numériques des personnes en situation de pauvreté, le revenu étant le facteur ayant le plus d’impact sur l’accès à Internet[[7]](#endnote-8) :
	+ En 2020, 12 % des ménages québécois ayant un revenu annuel inférieur à 20 000 $ n’avaient pas de connexion Internet[[8]](#endnote-9).
	+ Les ménages à faible revenu sont également moins bien équipés en appareils technologiques et ceux qu’ils possèdent sont de moins bonne qualité[[9]](#endnote-10).

**QUESTIONS RELATIVES AUX SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

Question 1

Selon vous, quelles sont les difficultés que vivent les personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale par rapport à l’accès aux services gouvernementaux?

Question 2

Quelles sont les pistes d’action ou les solutions qui pourraient améliorer l’accès aux services gouvernementaux des personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale?

Question 3

Quelles autres remarques pourriez-vous faire en lien avec l’accès aux services gouvernementaux quand il est question de soutenir les personnes vivant en situation de pauvreté et d’exclusion sociale?

Question 4

Avez-vous constaté ou pensez-vous que certains groupes de la population vivant en situation de pauvreté et d’exclusion sociale sont plus touchés que d’autres groupes vivant la même situation et font face à des obstacles plus importants au regard de l’accès aux services gouvernementaux?

**Participation sociale et inclusion**

L’exclusion sociale est « le résultat d’un ensemble de processus économiques, politiques, institutionnels et culturels, souvent interdépendants et cumulatifs », qui isolent des personnes ou des groupes[[10]](#endnote-11). De manière générale, la pauvreté constitue un facteur de risque majeur d’exclusion sociale et l’exclusion représente un frein crucial à la sortie de la pauvreté[[11]](#endnote-12).

La [Loi visant à lutter contre la pauvreté et l’exclusion sociale](https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/l-7#:~:text=La%20pr%C3%A9sente%20loi%20vise%20%C3%A0,vers%20un%20Qu%C3%A9bec%20sans%20pauvret%C3%A9.) reconnaît dans son préambule que « les personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale sont les premières à agir pour transformer leur situation et celle des leurs et que cette transformation est liée au développement social, culturel et économique de toute la collectivité. »

L’inclusion sociale et économique nécessite des solutions qui soutiennent la participation sociale et qui en reconnaissent les différentes formes dans la réalisation des activités quotidiennes qu’une personne est appelée à réaliser en société[[12]](#endnote-13). La participation sociale suggère aussi de s’attaquer à la pauvreté et à l’exclusion sociale en faisant participer ceux et celles qui ne sont pas entendus ou entendues dans l’élaboration des politiques qui affectent leur vie. En leur offrant les ressources et le soutien nécessaires pour participer, les citoyennes et les citoyens disposent d’un certain niveau de contrôle[[13]](#endnote-14).

**Quelques statistiques**

* « Les études épidémiologiques ont établi que la participation sociale est associée à des résultats bénéfiques pour la santé chez les personnes âgées. […] La participation sociale accrue comporte une association positive avec l’autoévaluation de l’état de santé et une association négative avec la solitude et l’insatisfaction à l’égard de la vie. […] Parmi les obstacles à la participation sociale déclarés fréquemment figurent les limitations liées à un problème de santé, le fait d’être trop occupé, les responsabilités personnelles ou familiales et le fait de ne pas vouloir participer seul à des activités »[[14]](#endnote-15).
* Dans le cadre d’une enquête portant sur les attitudes de la population envers les personnes en situation de pauvreté, trois quarts des répondantes et répondants (75 %) sont d’accord (Tout à fait ou Plutôt) avec l’énoncé stipulant que « les pauvres devraient faire plus d’efforts pour s’en sortir »[[15]](#endnote-16).

**QUESTIONS RELATIVES À LA PARTICIPATION SOCIALE ET À L’INCLUSION**

Question 1

Selon vous, quelles sont les difficultés que vivent les personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale quand il s’agit de participation sociale et d’inclusion?

Question 2

Quelles sont les pistes d’action ou les solutions qui pourraient améliorer la participation sociale et l’inclusion des personnes vivant en situation de pauvreté et d’exclusion sociale spécifiquement?

Question 3

Quelles autres remarques pourriez-vous faire en lien avec la participation sociale et l’inclusion des personnes vivant en situation de pauvreté et d’exclusion sociale?

Question 4

Avez-vous constaté ou pensez-vous que certains groupes de la population vivant en situation de pauvreté et d’exclusion sociale sont plus touchés que d’autres groupes vivant la même situation et font face à des obstacles plus importants en matière de participation sociale et d’inclusion?

**Justice**

Les personnes en situation de pauvreté peuvent avoir de la difficulté à accéder à des services juridiques pour faire valoir leurs droits en raison, notamment, du coût[[16]](#endnote-17) ou de la complexité des procédures judiciaires. C’est d’ailleurs pour remédier à ces problèmes d’accessibilité qu’a été adoptée la Loi sur l’aide juridique au Québec[[17]](#endnote-18).

Les personnes en situation de désaffiliation sociale, comme les personnes en situation d’itinérance ou susceptibles de l’être et celles ayant un problème de santé mentale ou de toxicomanie sont surreprésentées dans les tribunaux judiciaires[[18]](#endnote-19).

L’adaptation des services et des procédures judiciaires à la réalité des personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale revient donc à trouver des solutions qui s’ajoutent au processus judiciaire conventionnel[[19]](#endnote-20).

**Quelques statistiques**

* En 2019-2020, 26 139 personnes accusées ou condamnées ont été prises en charge par les Services correctionnels du Québec. Sur ce nombre, environ 10 % présentaient des problèmes de santé physique ou mentale.
* En 2019-2020, une moyenne de 4 345 personnes étaient incarcérées quotidiennement au Québec. Les personnes sans diplôme et les personnes vivant seules présentent notamment des taux d’incarcération beaucoup plus élevés que ceux de la population en général[[20]](#endnote-21).
* Les résultats d’un sondage réalisé pour le compte du ministère de la Justice révèlent que 59 % des répondantes et des répondants considèrent que le système de justice n’est peu ou pas accessible en raison des coûts liés au processus judiciaire[[21]](#endnote-22).

**QUESTIONS RELATIVES À LA JUSTICE**

Question 1

Selon vous, quelles sont les difficultés que vivent les personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale quand elles doivent faire appel à la justice?

Question 2

Quelles sont les pistes d’action ou les solutions qui pourraient améliorer l’accès à la justice pour les personnes vivant en situation de pauvreté et d’exclusion sociale?

Question 3

Quelles autres remarques pourriez-vous faire en lien avec la justice quand il est question de soutenir les personnes vivant en situation de pauvreté et d’exclusion sociale?

Question 4

Avez-vous constaté ou pensez-vous que certains groupes de la population vivant en situation de pauvreté et d’exclusion sociale sont plus touchés que d’autres groupes vivant la même situation et font face à des obstacles plus importants en matière de justice?

**Changements climatiques et transition énergétique**

Les conséquences, la fréquence, l’intensité et l’imprévisibilité des changementsclimatiques ont des impacts sur les inégalités socioéconomiques. « En milieu urbain, les personnes à faible revenu habitent au sein d’un îlot de chaleur urbain, près de sources de pollution (ex. : autoroute urbaine, quartier industriel) et dans un logement non ventilé ou climatisé dans une plus grande proportion ».[[22]](#endnote-23) Autre exemple, « les dommages matériels subis ou la perte d’emploi lors d’un événement météorologique extrême affecteront généralement davantage les personnes à faible revenu, puisque les coûts assumés représentent une plus grande partie de leur revenu global »[[23]](#endnote-24).

La transition énergétique[[24]](#endnote-25) vise à éliminer la surconsommation et le gaspillage d’énergie[[25]](#endnote-26). On peut donc penser que la transition énergétique a des impacts différents sur les ménages en fonction des facteurs liés au faible revenu, au taux d’occupation ou à des facteurs externes au ménage, notamment l’inefficacité énergétique du logement et des appareils, le type d’approvisionnement énergétique et son coût. Du fait de leurs coûts généralement plus élevés, les gestes individuels écoresponsables, comme consommer des produits à impacts environnementaux réduits, sont souvent hors de portée pour les personnes en situation de pauvreté. Par ailleurs, la précarité énergétique survient quand une personne ne peut satisfaire ses besoins énergétiques faute de ressources, quand elle se prive d’autres produits ou services essentiels pour payer ses factures d’énergie ou quand elle n’arrive pas à payer ses factures énergétiques[[26]](#endnote-27).

**Quelques statistiques**

* En 2017, entre 6 % et 19 % des ménages canadiens vivaient dans la pauvreté énergétique[[27]](#endnote-28).
* Au Québec, les personnes ayant de plus faibles revenus étaient 20 % plus susceptibles de consulter un médecin en période de chaleurs extrêmes[[28]](#endnote-29).

**QUESTIONS RELATIVES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE**

Question 1

Selon vous, quelles sont les difficultés que vivent les personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale par rapport aux impacts des changements climatiques et à la transition énergétique?

Question 2

Quelles sont les pistes d’action ou de solutions relatives aux impacts des changements climatiques et aux besoins liés à la transition énergétique qui pourraient améliorer les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale?

Question 3

Quelle autres remarques pourriez-vous fairesur les enjeux des changements climatiques et ceux de la transition énergétique et sur la manière dont ceux-ci affectent les personnes vivant en situation de pauvreté et d’exclusion sociale?

Question 4

Avez-vous constaté ou pensez-vous que certains groupes de la population vivant en situation de pauvreté et d’exclusion sociale sont plus touchés que d’autres groupes vivant la même situation et font face à des obstacles plus importants au regard des impacts des changements climatiques et de la transition énergétique?

Annexes

**Exemples de stratégies et de plans d’action gouvernementaux**

**associés au thème Proximité et inclusion**

* [Stratégie gouvernementale pour assurer l’occupation et la vitalité des territoires 2018-2022 – Pour des municipalités et des régions encore plus fortes](https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/occupation_territoire/strategie_ovt_2018-2022.pdf)(Stratégie actualisée)
* [Plan d’action gouvernemental en action communautaire 2022-2027](https://www.mtess.gouv.qc.ca/sacais/action-communautaire/plan-action.asp)
* [Stratégie gouvernementale en action bénévole 2016-2022](https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/Broch_Strategie-action-benevole_2016-2022.pdf) (prolongée)
* [Mise en œuvre 2021-2024 de la politique À part entière : Pour un véritable exercice du droit à l’égalité](https://www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/centre_documentaire/Bilans/RAP_mise-oeuvre-APE-2021-2024.pdf)
* [Politique-cadre d’électrification et de changements climatiques, le Plan pour une économie verte 2030](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/environnement/publications-adm/plan-economie-verte/plan-economie-verte-2030.pdf)
* [Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/environnement/publications-adm/developpement-durable/strategie-dd-2015-2020.pdf) (prolongée)
* [Plans d’action de développement durable des ministères et organismes](https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/developpement-durable/strategie-gouvernementale)

**Références**

1. 1. VACHON, Bernard. *Rebâtir les régions du Québec : Un plaidoyer, un projet politique*, Éditions MultiMondes, 2022, p. 71. [↑](#endnote-ref-2)
2. 2. Les comparaisons interrégionales au Québec sont effectuées selon la mesure de faible revenu (MFR), à 50% de la médiane de revenu provincial après impôt. [↑](#endnote-ref-3)
3. 3. INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Panorama des régions du Québec, Édition 2022*, Gouvernement du Québec, [En ligne], octobre 2022, p. 98.
[[Https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2022.pdf](https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2022.pdf)]. [↑](#endnote-ref-4)
4. 4. DAIGNEAULT, Pierre-Marc. « Le non-recours aux prestations : une menace pour l’État-providence », Institute for Research on Public Policy, [[En ligne](https://policyoptions.irpp.org/magazines/november-2020/le-non-recours-aux-prestations-une-menace-pour-letat-providence/)], 6 novembre 2020. [<https://policyoptions.irpp.org/magazines/november-2020/le-non-recours-aux-prestations-une-menace-pour-letat-providence/>]. GONZALEZ, Lucie et Emmanuelle, NAUZE-FICHET (coord.). « Le non-recours aux prestations sociales : Mise en perspective et données disponibles », Direction de la recherche, des études, de l’évaluation et des statistiques, France, [[En ligne](https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2020-10/dd57.pdf)], juin 2020, p. 9. [<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2020-10/dd57.pdf>]. [↑](#endnote-ref-5)
5. 5. LAURENT, Régine (coord.). « Instaurer une société bienveillante pour nos enfants et nos jeunes », Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse, [[En ligne](https://www.csdepj.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport_final_3_mai_2021/2021_CSDEPJ_Rapport_version_finale_numerique.pdf)], avril 2021, pp. 126‑127.

[<https://www.csdepj.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport_final_3_mai_2021/2021_CSDEPJ_Rapport_version_finale_numerique.pdf>]. [↑](#endnote-ref-6)
6. 6. BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA. « L’accès aux prestations pour les populations difficiles à joindre », Rapport de l’auditeur indépendant, [[En ligne](https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/docs/parl_oag_202205_01_f.pdf)], 2022, 29 p. [<https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/docs/parl_oag_202205_01_f.pdf>]. [↑](#endnote-ref-7)
7. 7. AUDY Émilie *et al*. « Inégalités d’accès et d’usage des technologiques numériques : un déterminant préoccupant pour la santé de la population ? », Institut national de santé publique (INSPQ), [En ligne], juin 2021, 23 p. [[https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/3148-inegalites-acces-usage-technologies-numeriques.pdf](https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/3148-inegalites-acces-usage-technologies-numeriques.pdf)]. [↑](#endnote-ref-8)
8. 8. BOURGET, Claire et Jonathan COUTURIER. « Portrait numérique des foyers québécois », *NETendances 2020*, [Académie de la transformation numérique (ATN), vol. 11, no 3, [En ligne], 2020,](https://transformation-numerique.ulaval.ca/wp-content/uploads/2022/09/netendances-2020-portrait-numerique-des-foyers-quebecois.pdf) p. 4. [<https://transformation-numerique.ulaval.ca/wp-content/uploads/2022/09/netendances-2020-portrait-numerique-des-foyers-quebecois.pdf>]. [↑](#endnote-ref-9)
9. 9. CHARNOCK, Sarah, HEISZ, Andrew et Jennifer KADDATZ. « Le bien-être des Canadiens au cours de la première année de la pandémie de la COVID-19 », *L’Institut Vanier de la famille,* Statistique Canada, [En ligne], 15 avril 2021.
[[https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75f0002m/75f0002m2021003-fra.htm#n22](https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75f0002m/75f0002m2021003-fra.htm%23n22)]. [↑](#endnote-ref-10)
10. 10. LECHAUME, Aline et Fréderic SAVARD. *Avis sur la mesure de l’exclusion sociale associée à la pauvreté : des indicateurs à suivre*, Centre d’étude sur la pauvreté et l’exclusion, Gouvernement du Québec, [En ligne], 2015, p. 1.

[<https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_2015_Indicateurs_exclusion_sociale.pdf>]. [↑](#endnote-ref-11)
11. 11. *Ibid*., p. 2. [↑](#endnote-ref-12)
12. 12. RÉSEAU INTERNATIONAL SUR LE PROCESSUS DE PRODUCTION DU HANDICAP, Le modèle de développement humain – Processus de production du handicap, [En ligne]. [<https://ripph.qc.ca/modele-mdh-pph/le-modele>](Consulté le 3 avril 2023). [↑](#endnote-ref-13)
13. 13. UNIVERSITÉ DE DALHOUSIE. [En ligne]. [<https://cdn.dal.ca/content/dam/dalhousie/pdf/diff/ace-women-health/SEI/ACEWH_fiches_de_reference.pdf>] (Consulté le 29 mars 2023). [↑](#endnote-ref-14)
14. 14. STATISTIQUE CANADA. Participation sociale et santé et bien-être des personnes âgées au Canada, Travaux de recherche, Rapports sur la santé, vol. 23, no 4, [En ligne], décembre 2012, no 82-003-XPF au catalogue, p. 10.

[<https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/82-003-x/2012004/article/11720-fra.pdf?st=sRddOMfG>].

Voir aussi : INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC ET COLLABORATEURS. La participation sociale des aînés dans une perspective de vieillissement en santé : réflexion critique appuyée sur une analyse documentaire, [En ligne] 2008, 134 p.

 [<https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/859_RapportParticipationSociale.pdf>]. [↑](#endnote-ref-15)
15. 15. SAMSON, Esther et autres. Les préjugés un obstacle majeur à la lutte à la pauvreté, Centre d’étude sur la pauvreté et l’exclusion, Québec, [En ligne], 2021, p. 27. [<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/cepe/publications/RA_avis_prejuges_CEPE.pdf>]. [↑](#endnote-ref-16)
16. 16. MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *Plan stratégique 2019-2023*, Gouvernement du Québec, [En ligne], 2021, p. 8. [<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/justice/publications-adm/plan-strategique/PL_strat_2019-2023_MJQ.pdf>]. [↑](#endnote-ref-17)
17. 17. Loi sur l’aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques, 2010, chapitre A-14, [En ligne]. [<https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/a-14#:~:text=L'aide%20juridique%20est%20accord%C3%A9e%20gratuitement%20%C3%A0%20tout%20enfant%20mineur,222022%2C%20c>] (Consulté le 28 mars 2023). [↑](#endnote-ref-18)
18. 18. MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC. Programme d’accompagnement justice et intervention communautaire/Programme d’adaptabilité des règles relatives à la poursuite, [En ligne], Version du 14 juin 2021. [<https://www.justice.gouv.qc.ca/fileadmin/user_upload/contenu/documents/Fr__francais_/centredoc/publications/programmes-services/PAJIC/PROG_PAJIC_Cadre_reference_MJQ-P.pdf>]

(Consulté le 28 mars 2023). [↑](#endnote-ref-19)
19. 19. Op. cit., ministère de la Justice du Québec, 14 juin 2021. [↑](#endnote-ref-20)
20. 20. MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, *Profil de la population carcérale 2019-2020*, [En ligne], Gouvernement du Québec, pp. 2-3. [<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/securite-publique/publications-adm/publications-secteurs/services-correctionnels/profil-clientele-correctionnelle/profil_corr_2019-2020.pdf>]. [↑](#endnote-ref-21)
21. 21. MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC. *Plan stratégique 2019-2023*, Gouvernement du Québec, [En ligne], 2021, p. 8. [<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/justice/publications-adm/plan-strategique/PL_strat_2019-2023_MJQ.pdf>]. [↑](#endnote-ref-22)
22. . INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC. [Les aléas affectés par les changements climatiques : effets sur la santé, vulnérabilités et mesures d’adaptation](https://www.inspq.qc.ca/publications/2771), [En ligne], p. 11. [<https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2771-aleas-changements-climatiques-effets-sante-vulnerabilite-adaptation.pdf>] (Consulté le 19 mars 2023). [↑](#endnote-ref-23)
23. 23. Ibid. [↑](#endnote-ref-24)
24. 24. TRANSITION ÉNERGÉTIQUE. La transition énergétique, c’est quoi? Gouvernement du Québec, [En ligne], 2023. [<https://transitionenergetique.gouv.qc.ca/a-propos>]. [↑](#endnote-ref-25)
25. 25. MINISTÈRE DE L’ENVIRONNEMENT, DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS, *Transition énergétique – À propos,* [En ligne]. [<https://transitionenergetique.gouv.qc.ca/a-propos>] (Consulté le 7 mars 2023). [↑](#endnote-ref-26)
26. 26. UNION DES CONSOMMATEURS. Pour une politique énergétique au service des ménages québécois. Mémoire présenté à la Commission de l’agriculture, des pêcheries, de l’énergie et des ressources naturelles dans le cadre des Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 106, Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives, 19 août 2016, [En ligne], p. 6. [<https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4084597>] (Consulté le 22 mars2023). [↑](#endnote-ref-27)
27. 27. RIVA, Mylene *et al*., « Energy poverty in Canada: Prevalence, social and spatial distribution, and implications for research and policy », *Energy Research & Social Science*, vol. 81, [En ligne], novembre 2021. [[Energy poverty in Canada: Prevalence, social and spatial distribution, and implications for research and policy - ScienceDirect](https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2214629621003303#preview-section-references)]. [↑](#endnote-ref-28)
28. 28. BELANGER, Diane *et al*. « Perceived adverse health effects of heat and their determinants in deprived neighbourhoods: a cross-sectional survey of nine cities in Canada », *International Journal of Environmental Research and Public Health*, vol. 11(11), [En ligne], 2014. [<https://doi.org/10.3390/ijerph111111028>] (Consulté le 16 mars 2023). [↑](#endnote-ref-29)